

**Als Schutzschild sterben ...**

Die 23 Jahre alte Amerikanerin Rachel Corrie, die gegen die Zerstörung von palästinensischen Häusern im Gaza-Streifen protestierte, wurde am 16. März von einem israelischen Armee-Bulldozer getötet. Die Studentin befand sich als Freiwillige einer in den USA ansässigen pro-palästinensischen Organisation im Nahen Osten. Sie ist die erste internationale Demonstrantin, die in dem bereits 30 Monate andauernden Konflikt zwischen Israelis und Palästinensern getötet wurde. Ein Bericht der Washington Post zitiert eine Mitteilung des Militärs, laut der der Bulldozerfahrer die kniende Demonstrantin durch die kleinen Fenster seines Gefährts nicht gesehen habe. Augenzeugen zufolge soll Corrie versucht haben, dem Bulldozer auszuweichen, sei aber beim Versuch, aufzustehen, hingefallen. Selbst auf Zuerufe anderer Demonstranten hin soll der Bulldozer weitergefahren sein.

**Journée "nationale" d'inscription**

Elle a failli passer inaperçue, cette journée nationale d'inscription sur les listes électorales, pourtant décidée par les député-e-s. On s'attendait à une grande campagne d'information pour une journée de samedi où toutes les administrations communales seraient ouvertes, afin que les électeur-trice-s de nationalité étrangère puissent s'inscrire plus facilement pour les élections européennes. Dans un communiqué le CSV, parti du ministre en charge, se félicite de cette journée-fantôme et encourage les citoyen-ne-s non-luxembourgeois-es à voter. Le woxx a été informé qu'à Luxembourg-Ville les bureaux d'inscription seront ouverts les samedis matins 22 et 29 mars. D'après le CSV, le 22, ce serait le cas pour "une bonne partie des administrations communales".

**Mouvement im Aufbruch**

"Eist Duerf soll liewen" hieß die Broschüre, die Mouvement écologique und "Geschichtsränn vu Biekerech" vor 20 Jahren veröffentlichten. Es habe Symbolcharakter, dass die diesjährige Generalversammlung in Beckerich stattfindet, schreibt die Umweltorganisation in ihrer Einladung. Nach dem statutarischen Teil werden die Mouvement-Pläne für 2003 vorgestellt. Im Bereich Transport will die Organisation einen grenzüberschreitenden Mobilitäts-Preis für innovative Projekte verleihen. Kinder und Jugendliche sollen bei den Versuchen des Mouvement, Bürgerbeteiligung zu fördern, stärker eingebunden werden. Schließlich gibt es mit "Eisblock 2003" ein Projekt zur Energiepolitik, das bis zur Generalversammlung streng geheim gehalten wird ...

Centre culturel Beckerich, Samstag, 22. März, 14h45 bis 18h30.

**Prolifération : les vraies menaces**

Les risques réels d'une attaque avec armes de destruction massive, voilà le sujet du dossier du numéro 7 de la revue Alternatives internationales. La peur d'une attaque nucléaire, biologique ou chimique (NBC) perpétrée par des états-voyous ou des terroristes, monte chez la population des pays occidentaux. Surtout à cause du discours du gouvernement des Etats-Unis utilisant la prolifération des armes de destruction massive comme justification de sa politique internationale. Le dossier essaie de montrer jusqu'à quel point la peur est justifiée et où commencent les scénarios des films de catastrophes. Ainsi l'auteur explique pour chaque arme NBC, quels moyens sont nécessaires pour les développer, les conserver et les utiliser - avec des résultats parfois surprenants.

Alternatives internationales mars-avril 2003, 5,40 euros en kiosque.

[www.alternatives-internationales.fr](http://www.alternatives-internationales.fr)

**Sitzblockade vor der Airbase Spangdahlem**

Das "Bündnis gegen Krieg Trier" veranstaltet am Samstag, 22. März, um 15:00 Uhr eine Friedenskundgebung in Spangdahlem. Anschließend findet eine "eigenverantwortliche Sitzblockade" am Haupttor der Airbase statt. Von diesem Militärflughafen aus sollen im Falle eines Irakkriegs, wie auch bereits im Kosovokrieg, US-Bomber ihre Einsätze fliegen. Weitere Informationen gibt es bei der Arbeitsgemeinschaft Frieden unter 0049 651-9941017.

**DROIT DE REPONSE**

# Education différenciée: une réalité travestie

**Suite au dossier sur l'intégration d'enfants handicapés à l'école, nous avons reçu la critique suivante de la part d'un des protagonistes.**

En ma qualité de chargé de la direction du "Centre d'éducation différenciée de Luxembourg" j'ai reçu Madame Ines Kurschat, journaliste attachée à votre hebdomadaire, pendant plus de deux heures. Après lui avoir fait visionner un film présentant notre institution, je lui ai fait visiter un groupe rassemblant des enfants atteints de handicaps assez sévères, ainsi que deux classes de cohabitation installées dans des écoles de la ville.

Cette entrevue m'avait paru fructueuse, parce que j'avais cru avoir bien pu expliciter notre vision de l'intégration scolaire: un modèle pluraliste et flexible qui n'exclut aucune solution à priori, dans la mesure où elle permet de répondre aux besoins réels des enfants - le large spectre des alternatives envisageables allant de l'intégration totale à l'accueil dans un centre spécialisé, en passant par des solutions mixtes, telles l'intervention du Service rééducatif ambulatoire de l'Education différenciée sous forme d'une assistance en classe ou bien l'orientation vers une classe de cohabitation. (Rappelons qu'il s'agit d'un petit groupe d'élèves pris en charge par une éducatrice dans des salles situées dans une école primaire. Selon les possibilités locales, ces enfants suivent pour plus ou moins d'heures les cours de l'enseignement ordinaire.)

Quelle n'a pas été ma surprise en lisant l'article intitulé "Intégration in der Schule: Eine Frage des Wollens" paru dans votre édition du 14 février. La façon dont mes propos ainsi que ceux de mes col-

laboratrices ont été repris ainsi que le portrait plutôt manichéen qui a été brossé de notre institution ont suscité nos plus grandes réserves: propos arrachés de leur contexte, interprétations hasardeuses, omissions et même "censure" des déclarations faites spontanément par des jeunes d'une des classes visitées - tout ceci nous a semblé vouloir - plus ou moins sciemment? - étayer une hypothèse, à nos yeux intenable: au Luxembourg le Ministère de l'éducation ne fait pas grand-chose en faveur de l'intégration; les classes de cohabitation ne constituant en fait qu'un pis-aller, il faut en arriver rapidement à l'intégration totale.

N'ayant pas ici la place nécessaire pour développer mon argumentaire, je renvoie le lecteur intéressé à des articles à paraître dans différents organes de presse (cf. LW du 01.03.03). Ils tenteront de déconstruire cette vision "intégriste" et fortement réductrice des réalités. Je me contenterai donc de revenir sur quelques points soulevés dans l'article incriminé. Aucune allusion à "l'atelier langage" mis en place dans un groupe d'enfants atteints d'handicaps profonds. Je faisais remarquer à la journaliste que la complexité de la prise en charge de certains élèves (stimulations basales, soins, hygiène, souffrances, crises, communication et interactions ...) exigeait une présence quasi permanente, l'évitement de surstimulations (très petits groupes) et des interventions très spécialisées qui ne me semblaient pas toujours pouvoir être offertes dans le cadre des structu-

res d'enseignement actuelles. Voyons ce qu'en a fait la signataire du reportage: "Es gibt Kinder, da ist keine Einbeziehung möglich.' Für Wolzfeld zählen dazu beispielsweise Kinder mit epileptischen Krisen ..." Me prêter ces propos est particulièrement absurde: je n'ai jamais rien dit de pareil!

Mais il y a pire. Quelques lignes plus loin on cite une éducatrice chargée de la direction d'une classe de cohabitation: "Ich stoße auf viel Ablehnung (...) Jetzt investiert die junge Lehrerin viel Zeit dazu, bei ihren KollegInnen für die Idee des gemeinsamen Unterrichts zu werben. Mit mäßigem Erfolg, denn viele Lehrerinnen stehen einer Zusammenarbeit skeptisch gegenüber..."

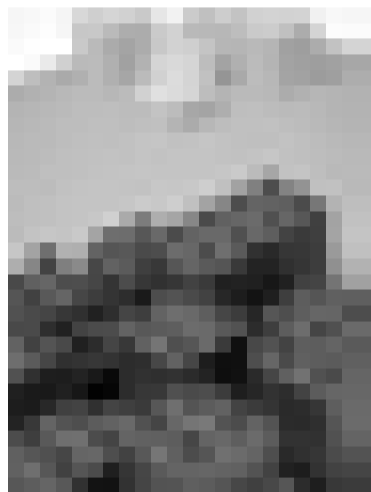
Rapportés tels quels ces propos risquent - à juste titre - de choquer les concernés. En fait, nous avons expliqué que toute nouvelle implantation impliquait évidemment un certain nombre de problèmes: rien de plus logique. Par contre, nous avons également souligné que des classes qui pouvaient se prévaloir d'une existence beaucoup plus longue s'enorgueillissent à juste titre d'une bonne intégration dans la vie scolaire. Mais il leur a bien sûr fallu plusieurs années pour progresser sur ce long chemin vers l'intégration. Continuons: "Im filmischen Selbstportrait des Luxemburger Cédif tippen zwei Kinder ausgerechnet den Satz 'In der Pause lassen uns die anderen Kinder nicht mitspielen' in den Computer - ein Dokument gelungener Integration?"

Ici le malentendu nous semble patent. Quoi de plus normal que les deux jeunes en question, à l'époque âgés de douze, respectivement de quatorze ans, aient eu maille à partir avec l'opposition d'enfants fréquentant le cycle inférieur. Ceux-ci ne voulaient pas jouer au football avec des garçons beaucoup plus vieux qu'eux. Cela n'a rien à faire avec l'intégration! En fait, ces jeunes participent aujourd'hui aux ateliers de l'enseignement modulaire du Lycée Technique de Bonnevoie et sont fort bien acceptés par les camarades de leur âge.

Enfin, nous regrettons que l'article ne mentionne à aucun moment la visite d'une classe de cohabitation recueillant des garçons souffrant de graves troubles du comportement. Ces problèmes ont conduit pour partie à leur exclusion de fait de l'enseignement ordinaire ou à une prise en charge pédo-psychiatrique. Plusieurs élèves ont bien expliqué à la journaliste qu'ils ne voulaient pas profiter des cours communs qui leur étaient proposés. Ce refus trouve vraisemblablement son origine dans leur vécu et dans la manière dont ils interprètent le regard que les autres portent sur eux. Quoi qu'il en soit, ils ont bien le droit de ne pas vouloir être "intégrés" de gré ou de force! Malheureusement votre collaboratrice ne les a pas mentionnés: sans doute leurs propos étaient-ils difficilement conciliables avec la logique des arguments mis en avant. Dommage!

Nous avions espéré une lecture des faits plus mesurée et plus objective. Mais soit. Résultat de l'opération pour nous: plus de deux heures consacrées à un reportage qui reflète à nos yeux de façon très distordue nos positions et notre travail.

**Christian Wolzfeld, instituteur d'enseignement spécial Education différenciée**



## Stellungnahme der Redaktion

Angesichts der - teilweise massiven - Kritik, die von Verantwortlichen aus dem Bereich Education différenciée an unserem Dossier beziehungsweise an der verantwortlichen Autorin geäußert wurden, möchten wir an dieser Stelle ein paar Dinge unsererseits richtig stellen.

Generell sei zunächst an die Aufgabe einer/eines Journalistin/Journalisten erinnert. Diese ist es, Informationen zusammenzutragen und diese zu analysieren respektive zu bewerten. Insbesondere bei so genannten Dossiers geht es in erster Linie um eine journalistische Synthese aus jenen Fakten, Überlegungen, Zitaten, die während einer Recherche gesammelt wurden, und des eigenen Erkenntnisprozesses, und nicht um die unkritische Wiedergabe der Meinungen von Dritten. Offenbar haben einige InterviewpartnerInnen aber Letzteres erwartet.

Alle GesprächspartnerInnen, welche die woxx für den Integrations-Artikel befragte, wurden im Vorfeld darüber informiert, dass ein Dossier zum Thema Integration geplant war. Unvollständige Beschreibungen der Education différenciée erklären sich aus eben dieser Schwerpunktsetzung.

Die Einschätzung einiger KritikerInnen, das Dossier sei einseitig, wird längst nicht von allen Interviewten geteilt: Der Redaktion liegen Stellungnahmen von LeserInnen und GesprächspartnerInnen vor, die gerade die Differenziertheit des Artikels hervorheben.

In diesem Zusammenhang noch ein Wort zur Lerngruppe "l'atelier langage" und zur Kohabitationsklasse der Ediff Luxembourg-Stadt, die im Artikel in der Tat keine bzw. begrenzt Erwähnung fanden. Es sind nicht die einzigen Informationen, die beim Dossier außen vor bleiben mussten, allein schon aus Platzgründen (Recherchezeitraum: mehrere Wochen).

Im Gespräch der Autorin mit zwei Jungs einer Kohabitationsklasse gab es - neben einer grundsätzlich positiven Einstellung zur Kohabitation - bei beiden Befragten auch kritische oder zumindest ambivalente Äußerungen, die eher zusätzliche Fragen über die Wirkungen von Kohabitation aufgeworfen hätten als klare Antworten gegeben. Deshalb wurde auf die Aussagen verzichtet - eine im Journalismus durchaus übliche Praxis.

Des Weiteren verwahrt sich die Autorin gegen jede Behauptung, Zitate gefälscht oder gar erfunden zu haben. Zum Schluss sei noch einmal betont, dass - obschon das Dossier in der Tendenz pro Integration ist - die Legitimation der bestehenden Sonderschulstrukturen als Ganzes überhaupt nicht, ja mit keiner Zeile, in Frage gestellt wird. Ebenso wenig ging es darum, in der Ediff Beschäftigte zu diffamieren - im Gegenteil: Die woxx schätzt alle, die sich aufrichtig für die Interessen von Behinderten und Lernschwachen einsetzen.

Das Dossier hat vielmehr die Frage aufgeworfen, ob aktuell in Luxemburg genug für die Integration von Behinderten getan wird und darauf hingewiesen, dass Integrationsfähigkeit abhängig von den dargebotenen Infrastrukturen ist. Ein Zusammenhang übrigens, den auch unsere jetzigen KritikerInnen im Gespräch mit der woxx ausdrücklich gesehen haben.

**Die Redaktion**